

The cover features a central image of a hand holding a thin rod that supports a circular object, possibly a lens or a small globe. This central image is framed by a large, thick, dark red brushstroke that forms a partial circle. The background is a light green and white pattern with floral and leaf motifs. The title 'la Lettre' is at the top, and the subtitle 'NATURE HUMAINE' is in the middle. At the bottom left, there is a large red question, and at the bottom right, there is a small envelope icon with the number '06' inside.

la Lettre

NATURE HUMAINE
Un autre regard sur l'écologie.

Un projet
écologique collectif
est-il possible ?

Numéro 06

La Lettre

NATURE HUMAINE

Édito

Dans la lettre n°5 nous avons montré combien, à une époque où la notion de « collectif » est fortement diluée et dans une société fermement individualiste, il était nécessaire de prendre en compte la réalité des individus, leurs soucis quotidiens prioritaires, afin d'amener à eux l'écologie. Mais sans élément structurant, sans objectif commun de réalisation, la prise en compte de nos intérêts individuels comme unique moteur à l'action risque de n'aboutir qu'à un renforcement de nos égoïsmes. Par ailleurs, la question écologique est aussi une question collective. Or, la difficulté est bien que nous ne savons plus vraiment « jouer collectif ».

Pour jouer collectif il faut avoir un objectif commun. Car changer nos comportements n'a de sens que si l'on sait vers quoi l'on va. Actuellement, plusieurs réponses circulent : sauver la planète, ou l'espèce humaine, aller vers du mieux être, plus de solidarité, mieux respecter les autres espèces, ou tout cela à la fois. Nous avons tous besoin de donner du sens à nos actes, quel que soit ce sens. Mais ces objectifs sont-ils porteurs de sens pour tous ? Et comment peuvent-ils permettre de construire un projet collectif cohérent ?

Nous avons choisi dans cette Lettre d'explorer comment faire converger nos intérêts individuels afin de contribuer à un projet commun ou plutôt à un objectif collectif viable, qui intègre à la fois l'incontrôlable mouvement de la vie et les individualités de chacun, pour que ce projet ne devienne pas le nouveau totalitarisme autoritaire en marche mais bien un vrai fil conducteur mobilisateur. Trouver un sens commun, définir un objectif, réécrire un grand récit collectif au sein duquel chacun pourra inscrire l'histoire de sa propre vie. Et si la crise écologique, comme toutes les crises d'ailleurs, était l'occasion de nous raconter une nouvelle et belle Histoire ?

L'association Nature Humaine

Nature Humaine est une association à but non lucratif dont l'objectif est d'agir et d'aider à agir pour la nature et l'Homme, en explorant les facteurs humains et les représentations du monde qui freinent ou au contraire facilitent le changement. Nature Humaine est un creuset où les sciences humaines peuvent se rencontrer autour de l'écologie pour faire émerger une réflexion originale sur notre relation à la nature et à notre propre nature.

La Lettre est sa première action.

www.nature-humaine.fr

La Lettre Nature Humaine

La Lettre a pour objet d'explorer cet espace qui échappe à la raison et au sein duquel se trouve la source principale de nos dysfonctionnements écologiques : notre vision de la vie, nos émotions, nos désirs et espoirs, nos personnalités construites sur nos héritages familiaux et culturels... Les transformations sociales et culturelles auxquelles la crise nous invite ne peuvent se faire sans nous ni en dehors de nous, parce que nous faisons partie du système à transformer. Et parce qu'« il est impossible de résoudre les problèmes avec le même cerveau que celui qui les a causés » (Albert Einstein). La Lettre n'a pas comme but de répondre à tout, mais d'ouvrir l'esprit et la curiosité. Chaque Lettre fera l'objet d'un dossier complémentaire sur le site de Nature Humaine.

La Lettre

Sommaire

NATURE HUMAINE



La Lettre Nature Humaine a besoin de votre soutien !
Pour permettre la gratuité de sa Lettre, Nature Humaine est soutenue par les subventions et les dons.

Pour soutenir ce projet, il suffit d'envoyer un mail à contact@nature-humaine.fr avec vos nom et prénom, la somme que vous souhaitez verser et sous quelle forme. Les coordonnées postales et bancaires de l'association sont sur www.nature-humaine.fr/formulaireadhesion.

Si vous souhaitez devenir membre :
<http://www.nature-humaine.fr/membresetbenevoles>.

4

RUBRIQUE COMPRENDRE

Le « grand récit » environnemental ou comment redéfinir un projet social

5

Épisode 1 - L'émergence d'un grand récit environnemental

7

Épisode 2 - Les composantes du grand récit environnemental

11

Épisode 3 - Quel avenir pour ce grand récit ?

13

RUBRIQUE UN PAS DE PLUS DANS L'EXPÉRIMENTATION

Mettre nos vies en adéquation

16

RUBRIQUE ALLER PLUS LOIN DANS L'INATTENDU

Faire converger nos intérêts individuels : l'organisation en réseaux

19

RUBRIQUE EXPERT

Passer du produit au service : changer collectivement notre vision de l'économie

21

LES CONTRIBUTEURS DE LA LETTRE

Le « grand récit » environnemental - ou comment redéfinir un projet social

Les Hommes ont besoin d'histoires, afin de connaître leurs racines et de savoir dans quel type de société ils se projettent. Ils ont besoin d'idéaux, pour aider chacun à se construire et à fabriquer du sens à la vie et au fait d'être vivant. Aussi, dans toutes les sociétés, traditions et continents existe-t-il de grands récits mythiques capables de proposer un avenir commun. Après le Christianisme, les Lumières, le Communisme, le Capitalisme ou le Progrès, la question écologique est-elle porteuse de sens ? Peut-elle être le support d'un « rêve collectif partagé » ? Porte-t-elle les ferments d'un récit social capable de réensemencer notre imaginaire, au point de faire basculer l'être humain dans une Histoire qui lui permette de restaurer les conditions de sa propre survie ?

La question qui fâche

« Tes-tu jamais demandé si le modèle de société écologique que tu proposes pouvait être vécu non comme une opportunité de transformation sociale en profondeur, mais comme une agression ? », avait demandé Mario à son amie Rose.

« Comment pourrait-il en être autrement, dès lors que ton projet est une succession de restrictions, de contraintes et de frustrations ? Où est l'espace de co-création d'un rêve collectif ? ». Rose s'était renfrognée, mais pour une fois, elle n'avait pas sorti l'artillerie lourde pour résister à cette attaque frontale. En fait, Rose était fatiguée. Elle sortait d'une réunion interne à l'association où elle travaille comme chargée de mission « Agriculture et écologie ». Elle sentait confusément que cette réunion l'avait épuisée et qu'elle n'avait fait qu'assister à un énième « rendez-vous manqué » à l'occasion duquel rien de constructif n'avait émergé.



Le chargé de mission « OGM » n'avait fait que partager sa colère peu constructive d'un dossier considéré comme incontrôlable. La responsable « Océan » avait fait connaître son échec démoralisant dans les négociations avec les pêcheurs de thon. Et Rose avait senti monter en elle progressivement un besoin d'hyper activité désordonnée pour compenser son impuissance à faire changer les choses dans le bon sens (voir la Lettre n°1 sur le sentiment d'impuissance).

Mais dans quel sens, au fait ?
Changer, mais pour aller vers
quoi ? Dans l'association de

Rose, essayer de changer les choses est une activité banale, quotidienne. Mais au final, pour obtenir quoi ? Changer le monde, les Hommes, le système politique, les modes de consommation, de transport, de production, la relation à la nature... Mais comment fait-on collectivement ? Rose voit bien qu'elle n'a rien de vraiment réjouissant à proposer, à part des changements politiques, techniques, pratiques et scientifiques. Fondamental, mais malheureusement insuffisant pour donner vraiment envie à une personne de changer de mode de vie, dès lors que la première peur de cette personne n'est pas que le ciel lui tombe sur la tête mais bien de perdre son emploi, que ses enfants ne soient pas en sécurité et de ne plus pouvoir payer son loyer.

C'est quoi, un rêve collectif partagé ?

« Un rêve collectif partagé existe lorsque toute personne quelle qu'elle soit, se demande dans quelle société elle a envie de vivre et que toutes les envies sont partagées pour aboutir à un objectif commun », explique Ivan Maltcheff, coach et consultant en entreprise et membre du collectif Interaction TP/TS. « La réponse à la question « Quel rêve partageons-nous ? » va déterminer le projet social qui va remplacer le précédent », précise Laurence Baranski, accompagnatrice du changement en entreprise et membre du même collectif. « Aujourd'hui, un tel rêve n'existe pas », poursuit Ivan Maltcheff, « car nous sommes dans un mouvement effréné, fait au nom du progrès, sans que nous ne parvenions à donner collectivement un sens choisi à notre futur, préférant laisser d'autres (experts, politiques, médias, religions, etc) le définir pour nous. Il ne s'agit pas de remettre en cause les bienfaits du progrès, qui lui-même peut être considéré comme un rêve collectif, mais de prendre conscience qu'il n'est plus un rêve quand sa création nous échappe et que nous n'intervenons plus dans les vrais choix de société à prendre pour sa réalisation. Cela demande de prendre conscience qu'en considérant que le progrès technique, et donc les experts, vont régler tous nos problèmes (écologiques, financiers, etc.), nous sommes en quelque sorte anesthésiés ».

« Or, tant que nous n'avons pas pensé notre futur, nous ne pouvons pas le construire, car nous restons figés dans des visions créées à l'extérieur de nous. Tout le capital d'une humanité que sont les rêves et les intentions, est alors coupé à la racine. Pourquoi ? Nous pensons que tout est inéluctable, d'ors et déjà déterminé, décidé. Pourtant, se demander à quoi je sers, ce que je sers, est déjà le début de la fin de l'inéluctable. La réalisation du rêve se fera donc par la réappropriation par tous des finalités et du sens du rêve ».

Episode I - L'émergence d'un grand récit environnemental

Même si la question environnementale n'est pas actuellement au cœur de nos choix de vie à tous, de nos choix politiques, et du choix de société dans lequel nous voulons vivre, elle apporte déjà son lot de récits, au point de permettre aujourd'hui l'émergence d'un « grand récit » (appelé aussi « métarécit » environnemental) porteur d'un idéal de société humaine. Bien qu'embryonnaire, ce récit pourrait déjà poser les bases d'un nouveau projet social. Béatrice Jalenques Vigouroux, maître de conférence en sciences de l'information et de la communication à l'Institut National des Sciences Appliquées de Toulouse et auteur de la thèse « Dire l'environnement : le métarécit environnemental en question » (soutenue au CELSA Université Paris 4 Sorbonne en 2006), nous explique les éléments qui constituent aujourd'hui ce « grand récit » émergent. Ses propos sont enrichis par d'autres paroles d'experts (en encadrés).

Qu'est-ce qu'un grand récit ?

« Selon le philosophe Jean-François Lyotard, un « grand récit » correspond à une grande histoire, non écrite en tant que telle, mais perceptible dans les échanges entre groupes sociaux. C'est un ensemble cohérent d'idées et de pensées partagées par un groupe de personnes qui oriente la vie et les choix de cette communauté. Reconstitué par un philosophe, un sociologue, etc., à partir de l'étude de ces multiples discours écrits et oraux, ce récit constitue alors un cadre commun et collectif de raisonnement, engageant une conception du monde, une conception de l'humanité et une conception du sens de l'action humaine dans le monde. Il participe ainsi à l'élaboration d'une culture donnée. Le Christianisme, le Communisme, le Progrès, sont les grands récits les plus perceptibles dans les sociétés européennes. Tous dessinent un futur idéal à réaliser, valable pour l'ensemble de l'humanité ».

Le grand récit n'est pas une idéologie.

« Bien que très proches et partageant de nombreux aspects, on ne peut confondre grand récit et idéologie », précise Béatrice

Jalenques-Vigouroux. « Alors qu'une idéologie repose en partie sur l'opposition aux autres idéologies, plusieurs grands récits peuvent coexister, car le grand récit accepte la différence au sein même de son propre récit. Il n'est pas un système de croyances, mais oriente l'action humaine vers un idéal humaniste. Le grand récit propose et donne une orientation, une justification aux actions humaines, il n'est pas totalitaire. Le grand récit n'est pas le fruit d'une élite ni d'une organisation précise, mais correspond à une co-construction d'un ensemble d'acteurs. Il est ainsi plus englobant que l'idéologie. Il ne propose pas de prototype de société à construire, mais plutôt un univers de sens dans lequel une ou plusieurs idéologies pourraient prendre corps ».

L'émergence d'un grand récit environnemental

« Jean-François Lyotard considère que la science a sonné la fin des grands récits : en rationalisant tout elle empêcherait de proposer un idéal capable de réenchanter le monde », poursuit Béatrice Jalenques-Vigouroux. « Dans un monde très rationaliste, le grand récit, irrationnel par certains aspects, n'aurait plus sa place. Or, je considère que la thématique environnementale a la puissance de générer un nouveau grand récit. Mes travaux d'étude sur le terrain montrent que ce grand récit n'existe qu'en germe concernant la question environnementale, mais qu'il existe suffisamment d'éléments pour le recomposer. Pour le reconstruire, j'ai étudié les discours de personnes et d'organisations impliquées dans la thématique environnementale, afin d'en connaître leur perception : l'établissement public de l'ADEME, l'association France Nature Environnement, l'entreprise SITA France, ainsi qu'une CLIS (Commission locale d'information et de surveillance). J'ai ainsi pu identifier des représentations sociales (sur cette notion, voir la Lettre n°2 de Nature Humaine) que j'ai analysées de façon narratologique pour en reconstruire les composantes ».

L'aventure du changement nécessite une quête et des compagnons.

« La plupart des grands récits fondateurs et identifiants pour de nombreuses civilisations mettent en scène un geste héroïque originel : ancêtres éponymes, dieux déchus, humains volant le feu, ou la force (mythe prométhéen)... », précise le sociologue Erwan Lecoer, sociologue et consultant en communication et politique. « C'est par le renversement d'un ordre ancien (divin, sacré) qu'un désordre permet à un équilibre nouveau de voir le jour. Ces légendes, avec leurs particularités, donnent avant tout une vision et un sens pour l'action ; et c'est sur ce modèle que peut se (re)jouer l'aventure humaine du changement. Pour permettre cette mise en actes, il faut une quête (objectif, but) et des compagnons d'aventure (groupes, même minoritaires, mais capables d'impulser le changement) ».

L'intérêt d'un grand récit en matière écologique

« Le grand récit environnemental est sous-tendu par plusieurs questions philosophiques posées au cours du XX^e siècle, notamment par la philosophe Allemande Hannah Arendt, ou plus près de nous, par le philosophe Français Dominique Bourg : « comment l'humanité peut-elle faire face à la culture de la mort, puisqu'elle peut s'autodétruire ? Qu'est-ce que la vie humaine ? ». Mais aussi : « quelle est la place de l'Homme à l'échelle d'une vie humaine sur terre ? » L'humanité étant issue de la nature, l'Homme pressent qu'il a un « droit à vivre ». Mais cela suppose-t-il que d'autres vies doivent disparaître pour le permettre ? Doit-on réaliser la survie de l'espèce humaine quel qu'en soit le prix, notamment au détriment d'autres espèces ? Et finalement : « d'où venons-nous, qui (ou que) sommes-nous, et où allons-nous ? » Le grand récit environnemental participe ainsi à une redéfinition de l'Humanité ».

« Le grand récit environnemental est ainsi source d'émancipation pour l'Homme. Car comme le souligne le philosophe Pascal Acot (Voir son « Histoire de l'écologie », PUF, 1988) « qu'ils le ressentent clairement ou confusément, les Hommes aspirent obstinément à surmonter les obstacles qui s'opposent à ce qu'ils deviennent, plutôt que des figurants dupés dans le mouvement de l'histoire, des acteurs éclairés de leur destin social ». Dans le grand récit environnemental, tel que j'ai pu le reconstituer, il s'agit bien de faire face à la mort, en protégeant et prolongeant la vie humaine notamment, par l'exercice de la responsabilité de chacun ».



« A travers tout grand récit apparaît la proposition d'un regard différent sur la vie, accompagnée d'une recherche de sagesse et d'une réflexion sur le « vivre ensemble ». Le grand récit étant un diagnostic du changement, de la rupture avec le passé et les fonctionnements antérieurs, il dessine les domaines où il faut effectuer des changements, et propose des solutions individuelles et collectives à tous les niveaux (technologique, social, économique et politique) afin de réaliser un nouveau modèle de société ».

Une réponse à la "crise du sens".

« L'émergence d'un "méta-récit" est d'autant plus probable et nécessaire qu'une société connaît un état de confusion des valeurs, une incapacité à se représenter et à se projeter au-delà des crises qui la traversent », explique Erwan Lecoeur. « Le vocable de "crise" est néanmoins insatisfaisant, puisqu'il est utilisé à tout propos depuis longtemps et dans divers domaines : crise économique, financière ou sociale, crise des institutions, des valeurs... On pourrait dire qu'il s'agit au fond d'une "crise du sens" qui touche notre façon de concevoir la vie en société et aussi la capacité à mettre en mots et en concepts les problèmes auxquels elle est confrontée ; et donc à imaginer les moyens de les résoudre. La "crise du sens" en question est donc un "système critique" (selon le sociologue et philosophe Edgar Morin), qui voit plusieurs crises s'entremêler pour former un "système" ; le "sens" qui fait défaut est en grande partie caché par l'abondance de signes (signaux, informations diverses) qui s'accumulent, voire submergent les esprits, sans permettre d'en tirer une explication de la situation, ni surtout une vision résolutoire ».

« Les questions du sens, de notre regard sur la vie, de la naissance, de la mort, pourtant essentiels en tant que fondements de la vie même, sont devenus tabous en société, relégués aux seuls espaces religieux », constate Laurence Baranski, accompagnatrice du changement en entreprise. « Cela a provoqué une confusion entre les religions, systèmes de croyances, et la spiritualité, processus de quête de sens et de sagesse de tout humain pouvant très légitimement s'étonner d'être en vie, et conscient de l'être. Nous devons avoir l'audace de libérer ces espaces de questionnement, d'expérimentation et de perceptions, apprendre à créer des liens riches entre nous, où circulent les émotions, le plaisir d'être en vie, au contact de notre nature et de la nature, en expérimentant ensemble de nouvelles manières d'être en relation. Les liens que nous entretenons les uns avec les autres se nourrissent de toutes ces dimensions ».

Episode 2 - Les composantes du grand récit environnemental

Du grand héros au héros anonyme

« Les grands héros représentent les figures exemplaires qui traditionnellement donnent corps aux grands récits, quels qu'ils soient », poursuit Béatrice Jalenques-Vigouroux.

« Il peut s'agir d'une personne, d'un groupe de personnes ou d'une organisation. Concernant le grand récit environnemental, même si certains noms ressortent (Nicolas Hulot, Al Gore, Greenpeace, etc.), la figure du grand héros laisse la place à de multiples héros anonymes : les citoyens désireux de changer leurs comportements ».

« Dans ce grand récit, l'action individuelle quotidienne est sur-valorisée. On peut même noter un écart étonnant entre la banalité de l'action mise en œuvre et l'importance de l'effet de cette action sur le péril écologique. La notion d'héroïsme disparaît devant celle d'acteur du quotidien, de « porteurs d'exemples », plus enclin au « bricolage » et aux petits gestes qu'aux grandes actions. Cela a pour conséquence que chaque action réalisée par chacun a du poids. Le moindre des gestes quotidiens, comme le fait de prendre une douche ou d'allumer sa télévision, devient un acte aux conséquences écologiques certaines, entraînant un bénéfice ou un dommage concernant l'ensemble de l'humanité. Cela bouscule la hiérarchie entre action collective et action individuelle ».



« Néanmoins, s'il agit seul, le héros anonyme le fait toujours en fonction d'un objectif qui repose sur la poursuite du grand but (voir ci-après sur cette notion), inscrit lui-même dans l'intérêt général. Son action est certes personnelle, mais n'a de signification qu'en relation avec une collectivité. Le héros anonyme participe donc à l'action collective par l'agrégation de multiples et discrètes actions

individuelles. Aussi, plutôt que de dire que le héros anonyme pratique peu l'action collective, il nous semble maintenant plus juste d'affirmer qu'il introduit le politique au sein de la banalité de ses actes quotidiens. Il y a ici reconnaissance de la portée politique de tout acte. C'est finalement l'action qui est héroïque et non la personne qui est un héros ».

Attention !

Ces propos ne doivent pas faire oublier qu'ici nous parlons des citoyens, qui ne peuvent par nature agir au delà de leur capacité d'action même face à l'ampleur de la question environnementale. Il est évident que plus la capacité d'action et donc la responsabilité augmentent, comme c'est le cas des entreprises, institutions publiques, gouvernements et institutions internationales, et moins la qualification de « héros anonyme » s'y prête. Il n'est pas question ici de décharger la responsabilité des institutions sur les citoyens, même si la tentation est grande. Chacun sa part. (NDLR.) Lire aussi l'article de Anne Versailles sur www.nature-humaine.fr : « Les éco-gestes, une stratégie d'évitement des questions fondamentales? »

Grand but et grand péril : des objectifs collectifs de changement

« L'action s'articule entre deux pôles, le grand but et le grand péril », poursuit Béatrice Jalenques-Vigouroux. « Si le grand but représente l'idéal vers lequel on souhaite tendre par l'action, le grand péril représente ce contre quoi l'Homme doit agir pour réaliser le grand but ».

« L'objet central du grand but est ici de préserver la nature, l'environnement, et la vie engagée dans une lutte pour la survie, dans l'objectif final de perpétuer l'espèce humaine. Le grand péril environnemental renvoie à l'existence même de l'humanité, à sa disparition. Contrairement aux autres grands récits pour lesquels le grand péril est surtout d'ordre moral, car il s'agit alors de sauver une des caractéristiques de l'humanité, une de ses qualités (la paix, la solidarité, l'amour, la connaissance, etc.). Ce grand péril environnemental a de particulier qu'il favorise une approche philosophique redéfinissant l'Homme comme une espèce en relation avec d'autres espèces et en relation avec un espace donné, en interdépendance, et donc impliquée dans un mouvement de solidarité. Par ailleurs, ce grand péril pointe l'insuffisance des connaissances scientifiques de l'Homme envers son milieu naturel, ainsi que son inconscience morale face à la portée de ses activités quotidiennes ».

Le grand récit comporte avant tout une incitation à l'action

« C'est en général la prise de conscience du grand péril qui fait qu'une personne passe à l'action. Le grand récit peut être compris comme force de proposition de l'agir, de façon individuelle et/ou collective. Puisant dans le passé des expériences humaines, et en tirant les leçons, il est orienté principalement vers un avenir meilleur pour l'humanité.

Les priorités de l'action sont alors définies par le niveau de dégradation décrit dans le grand péril : plus un des éléments à préserver semble s'approcher de la mort et plus l'action semble à la fois nécessaire et urgente. L'évolution d'un phénomène vers une situation d'irréversibilité accroît la valeur et l'urgence de l'action. Celle-ci consiste alors à supprimer la possibilité d'une dégradation irréversible. L'action promue par le grand récit environnemental est donc étroitement liée à la connaissance scientifique de l'élément en question, et à la place de cet élément dans la réalisation du grand but ».

Orienter les actes autant que les esprits

« Pour changer, il faut de nombreuses conditions (voir à ce propos les autres lettres Nature Humaine) », rappelle Erwan lecoeur. « Or, la capacité réelle d'influence sociale d'une vision nouvelle réside précisément dans sa capacité à orienter et à infléchir tant les usages quotidiens que les esprits. En cela, le méta-récit est une façon de penser, "en actes" ».

Une incitation d'ordre moral

« « Respect », « devoir », « responsabilité », « culpabilité », « éthique », « morale » sont des termes récurrents dans le grand récit environnemental. Le jugement normatif des actions est très présent : une critique est proposée, formulant ce qui est bien et ce qui est mal. L'objet de cette critique concerne la façon dont la société se préoccupe de son environnement et la façon dont les gens exercent leurs responsabilités vis-à-vis de leur cadre de vie. A cette morale, un vocabulaire de «combat» est fréquemment associé : la « lutte contre le réchauffement climatique », « le combat pour la sauvegarde de telle ou telle espèce », « le pouvoir du consommateur », la « défense des animaux » ».

L'exigence d'une transformation intérieure

« La réalisation du grand but environnemental exige une transformation intérieure de l'Homme, car il traduit un niveau élevé de conscience et de responsabilité de l'Homme vis-à-vis de son milieu », constate Béatrice Jalenques-

Attention au discours guerrier des écologistes

Le vocabulaire utilisé par le héros anonyme est forcément parlant et teinte déjà son action. Or, un discours de « combat » est-il propice à construire une société plus écologique et plus humaine ? Et n'a-t-il pas vocation à faire fuir plus qu'à donner envie ?

« L'analyse transactionnelle a défini les 5 messages principaux qui nous empoisonnent aujourd'hui la vie : « dépêche-toi », « soit fort », « fait des efforts », « soit parfait » et « fait plaisir » », constate le philosophe et anthropologue Patrick Viveret. « Les 3 premiers messages sont guerriers et les deux derniers sont puritains. Le message dominant actuel est donc de type « guerrier puritain » ! Il y a donc un lien entre le dérèglement climatique extérieur et notre propre dérèglement climatique ou émotionnel intérieur ».



Vigouroux. « Aussi, tant que le grand péril n'a pas créé une rupture psychologique chez la personne, on peut constater qu'il n'y a pas de passage à l'acte, la seule compréhension intellectuelle ne suffisant pas. Le changement porte sur le passage d'un état d'inconscience, d'ignorance ou de dénégation de la portée des actes humains à un état de conscience sur les conséquences de ces mêmes actes ».

« En ce sens, le héros anonyme expérimente une rupture franche, d'ordre à la fois cognitif, philosophique et éthique. Il paraît logique de penser que l'intériorisation de ce niveau de conscience et de responsabilité soit définitif, irréversible, dans le sens où le héros anonyme a reçu une sorte de révélation, qui justifie ensuite la plupart de ses actions. Par contre, il y aura nécessité impérieuse de transmettre ce niveau de compréhension et d'intériorisation aux autres générations, car la rupture ne se fait pas de manière spontanée ».

Développer notre vision personnelle

« Pour que ce type de rupture ou de questionnement ait lieu, généralement il faut qu'apparaisse dans notre vie une inadéquation, des frottements liés à un décalage entre ce que je vis et ce que je désire », précise Ivan Maltcheff. « En effet, une personne ou une société se transforme quand elle vit une expérience forte, douloureuse ou pas, une crise, une remise en question d'un mode de fonctionnement qui ne semble plus adéquat. Si on est conscient de ce mécanisme, que l'on dépasse nos peurs, notre rejet et notre réflexe de fuite, on peut passer à l'étape de changement ».

Nœud de l'intrigue : l'ambiguïté du héros anonyme

« La valeur de la vie est la « valeur suprême » du grand récit environnemental, celle qui sous-tend le récit et sert à poser les limites de l'action du héros », explique Béatrice Jalenques-Vigouroux. « Or, cette valeur est elle-même ambiguë, car elle peut prêter à interprétation, rendant la quête du héros ambiguë : il s'agit d'œuvrer à protéger la vie, mais la vie de qui, de quoi ? Anthropocentrisme ou biocentrisme ? Et pour aller vers quel type de société ? Et que faire face à l'urgence de la situation, que préserver en priorité ? »

« Le nœud de l'intrigue est ainsi posé : comment, et à quel prix, la vie est-elle encore possible aujourd'hui, et pour le futur, sur la planète Terre ? Quel équilibre à trouver pour permettre cette survie ? L'intrigue reste ouverte, le récit n'est pas encore écrit, mais deux scénarii sont possibles : aller vers le grand péril ou vers le grand but. Néanmoins, dans les récits que j'ai récoltés auprès d'acteurs environnementaux, une vision majoritairement anthropocentrique du monde (les droits humains et le développement de la société humaine sont prioritaires) s'oppose à une vision où l'Homme est une espèce comme les autres (biocentrisme) ».

Biocentrisme versus anthropocentrisme

Quand l'anthropocentrisme considère l'Homme comme le centre de l'univers, avec la nature au service de son développement et son confort, le biocentrisme considère l'espèce humaine comme partie intégrante de l'éco-système, mettant l'Homme au niveau des autres espèces. Sont alors pris en compte les besoins de l'ensemble de la biosphère, dans un souci d'équilibre dynamique (voir lettre 3 sur cette notion) qui seul permet la préservation des conditions de survie de l'Homme et des autres espèces (NDLR).

« A partir de là, l'intrigue peut prendre deux directions », poursuit Béatrice Jalenques-Vigouroux :

- « Soit l'Homme considère que, par la poursuite de son développement en tant qu'espèce, il constitue actuellement une de celles qui « dominent », en termes de mobilisation des ressources de la planète. L'intrigue se précise alors ainsi : quelles sont les limites à cette « domination » de l'Homme sur la planète permettant de garantir son propre développement ?
- Soit l'Homme considère que la nature s'est dégradée au fur et à mesure qu'il la soumettait, la transformait et la réduisait sans tenir compte de l'équilibre nécessaire à toute vie sur terre. Dans ce cadre, l'intrigue se précise ainsi : comment l'Homme, fort maintenant de sa compréhension du système planétaire, peut-il réparer les destructions que sa croissance a occasionné afin de restituer à la nature ce qu'il lui a soustrait dans le souci de la survie de toutes les espèces, y compris la sienne propre ? »

« Quelque soit la direction choisie, certains paramètres, tels que l'urgence et l'imminence du grand péril notamment, peuvent augmenter le risque que le héros anonyme s'emporte dans son élan et aille vers les extrêmes : la construction d'un totalitarisme ou fondamentalisme inhérent à toute idéologie ; la mise en place d'une société de contrôle réduisant fortement l'espace de liberté ; l'utilisation de la rhétorique de la peur afin de faire accepter plus facilement les décisions d'un petit nombre. En effet, quelle place y-a-t-il pour nos sociétés démocratiques en cas de grave pénurie d'eau entraînant de nouveaux conflits ? »

« Mais malgré leur diversité, les discours produits par les différentes organisations étudiées semblent participer au même grand récit, car au final ces positions divergentes tendent vers le même grand but et participent toutes à la même incitation à l'action ».

« Ainsi, le récit semble vivant, perpétuellement modifiable par son narrateur, adaptable à son public, toujours nouveau, même si l'intrigue centrale bouge peu ».

L'anthropocentrisme est-il durable ?

« La posture anthropocentrique, dans la pratique, n'est pas durable à long terme », constate néanmoins Gauthier Chapelle, docteur en biologie, co-fondateur et Directeur de Biomimicry Europe (www.biomimicryeuropa.org) et du bureau de consultance Greenloop (www.greenloop.eu).
« Tout d'abord, qu'entend-on par « espèce dominante » ? Peut-on dire qu'on est une espèce dominante lorsque l'on devient une espèce menacée du fait de la disparition des conditions de vie nécessaires ? Dans la pratique et sur le long terme, une espèce qui « réussit » est celle qui parvient à répondre à ses propres besoins sans puiser sur les capacités des générations suivantes à faire la même chose. Or, force est de constater que toutes les espèces qui nous entourent maîtrisent leur propre durabilité, ce qui n'est pas le cas de l'espèce humaine ».

« Ensuite, qu'est-ce que la durabilité ? C'est la compatibilité d'une espèce avec le système de vie planétaire qui l'inclut. En effet, comme le dit le biophysicien Harold Morowitz, « dans la nature, les organismes particuliers n'existent pas en isolement l'un de l'autre. La Vie, en tant qu'ensemble d'organismes, n'a persisté à travers les temps géologiques que grâce à l'intégration de l'air, de l'eau, du sol et des êtres vivants. Dans ce sens, la vie est une propriété d'un système planétaire plutôt que des organismes vivants ». Aussi, décider que les autres espèces sont à notre service en méconnaissant leur apport à l'équilibre global de la survie de toute espèce sur terre, dont la nôtre, n'est pas durable. Par ailleurs, rappelons que l'humain n'est pas une espèce clé, car contrairement à certains organismes, comme par exemple les végétaux qui produisent l'oxygène, la vie sur Terre peut se passer de nous, alors que nous ne pouvons pas nous passer de la vie ».

« Pour bien comprendre, nous devons entrer culturellement dans une compréhension, un ressenti de ce qu'est le vivant et donc un humain : l'Homme, comme tous les multicellulaires, est une émergence d'unicellulaires qui se sont mis ensembles pour créer un organisme plus complexe. Notre conscience émerge d'interactions entre cellules non conscientes. Encore aujourd'hui, ce sont les micro-organismes qui assurent le maintien de la vie sur terre, de manière d'ailleurs non consciente : ils ne se concertent pas pour décider de purifier les sols et de les rendre fertiles ! Lorsqu'on veut décider quelle espèce vaut plus que les autres, d'un point de vue de la survie planétaire, il faut surtout regarder les flux de matières : nous sommes en permanence en échange de matière les uns avec les autres via entre autres les grands cycles du carbone, de l'oxygène, de l'eau et de l'azote. Cette interdépendance vitale montre

que cela n'a pas beaucoup d'intérêt d'un point de vue scientifique de faire des marchandages entre espèces. Lorsque l'on prend conscience de cet équilibre dynamique, cela change notre vision de notre rapport aux autres espèces, et fait cesser notre idée d'être une espèce dominante ».



« La recherche de durabilité passe donc avant tout par la recherche d'un mode de vie compatible à long terme avec la biosphère. A atteindre non pas comme une philosophie, mais bien en tant que réalité physique. Le vivant a fonctionné en équilibre dynamique depuis presque 4 milliards d'années, parfois avec des évolutions fortes, et il n'y a pas de raison objective pour que l'humain ne puisse participer à cet équilibre. Nous pouvons déjà observer, grâce au biomimétisme, comment les autres espèces et la nature produisent et gèrent leurs déchets tout en préservant leur durabilité. Ainsi, si les oiseaux faisaient leur nid avec des matériaux trop toxiques ou trop rares, ils ne pourraient assurer leur existence. Ce serait dommage de nous passer de l'expérience de durabilité des autres espèces, dès lors que leur « département de Recherche et Développement en Durabilité » a littéralement 3,8 milliards d'années d'avance sur le nôtre ! »

« Chez les sociétés humaines, on observe aussi que toute technologie reposant sur des critères de non durabilité a disparu d'elle-même avec le temps, ainsi que la société qui en était dépendante (Sur la disparition des Vikings par exemple, lire « Effondrement » de Jared Diamond). Pourtant, nous persistons dans notre illusion de maîtrise du vivant, alors que sa complexité nous échappe : on lit souvent que « au delà de 2 degrés nous perdrons la maîtrise du climat ». Mais nous ne l'avons jamais maîtrisé ! En réalité, seul le vivant « se maîtrise » : il se reconstitue très bien lorsqu'on lui laisse la possibilité de le faire. Par contre, le fait que nous soyons des êtres conscients, contrairement à d'autres espèces, nous rend d'autant plus responsables... »

Episode 3 - Quel avenir pour ce grand récit ?

De la difficulté d'accepter une vraie rupture

« Souvent, le grand récit environnemental va agir comme un répulsif, car il vient en contradiction avec les valeurs véhiculées par d'autres grand récit, comme celui du Progrès », remarque Béatrice Jalenques-Vigouroux. « En effet, il pousse à une remise en cause du fonctionnement économico-politique des sociétés occidentales, car il se nourrit et alimente en retour la « critique de l'idéologie économique » (cf. D.Bourg « Les scénarios de l'écologie »). Or, la rupture n'est pas faite aujourd'hui en France. Le grand but n'est pas aujourd'hui intégré au sein d'un projet social collectif qui permettrait de considérer l'écologie non pas uniquement comme une vision catastrophiste du monde, mais aussi comme une opportunité de changement. Cela est particulièrement visible dans la façon dont les entreprises s'engagent dans le développement durable : elles semblent résolument tournées vers certains aspects du grand péril (impacter moins) et ignorer le grand but (construire un développement compatible) ».

« C'est pourquoi le grand récit est rarement intégré dans sa globalité. On peut néanmoins observer que les changements effectués manquent souvent de cohérence vis-à-vis du long terme : ceux qui sont « dérangés » n'adoptent que certains éléments sans changer en profondeur leur vision d'eux-mêmes et de la société dans lequel elles s'inscrivent. Ils se contentent d'une thématique, tel que la gestion des déchets, sans modifier le but de l'entreprise qui reste de faire du profit ».

« Le héros doit d'abord suffisamment intérioriser la question, pour ensuite réaliser des actions qui mènent vers le grand but, c'est-à-dire commencer à construire plutôt que réparer ».

« Le développement durable est, en tant que discours d'entreprise de l'environnement, une manière d'ingérer en partie la critique écologique au sein du monde privé. Avec la notion de « développement durable », d'autres modalités de l'action sont apparues. Associé aux termes « stratégie », « performance » et « gouvernance », ainsi qu'au vocabulaire du management (« encadrement de l'action », etc), le « DD » ne renvoie pas à une

action de type scientifique comme c'est le cas pour les termes « nature » et « environnement ». Et outre le fait que « DD » renvoie à une notion plus large que la question environnementale, il renvoie à une action plus collective qu'individuelle, en tant que « pratique » de groupes sociaux et de leurs organisations, issue d'une politique institutionnelle internationale relativement abstraite ».

C'est pourquoi Béatrice Jalenques-Vigouroux se demande si « ne se dessine pas en parallèle un grand récit du Capitalisme recentré autour de la notion de développement durable, et non plus du seul profit financier. Ou bien est-ce le grand récit environnemental qui va se recentrer encore davantage autour de la notion de DD ? Mais la notion, parfois encore trop confuse et détournée, reste critiquée ».

Le grand récit, un désordre en germe

« Chaque "méta-récit" est d'abord un désordre en germe, puisqu'il met en cause l'existant : la forme sociale en crise », explique Erwan Lecoer. « Parce qu'il est porteur de visions et d'actions dérangeantes, de remise en question de l'ordre ancien, sous les airs d'une nouvelle aventure (de l'esprit, puis de l'action), il entre en conflit avec l'existant. Pour autant, il est aussi porteur d'un ordre, pour le futur, ayant vocation à donner un équilibre nouveau, fait de valeurs, normes et règles qu'il propose à la société au sein de laquelle il se déploie. La quête d'aventure porte aussi le besoin d'harmonie qui la suit ».

Les enfants, vecteurs de diffusion du grand récit

Béatrice Jalenques-Vigouroux constate « qu'il existe de multiples petits récits très vivants principalement dans le milieu associatif et les organisations en charge de la question environnementale, et que leurs actions permettent de diffuser le grand récit à travers le monde. Un récit plus vaste existe ou commence à exister aussi au niveau politique, même si cette prise de conscience française suit surtout les prises de position européennes. Par ailleurs, les 90 % de personnes qui se disent sensibles à l'environnement portent en eux certains aspects du grand récit : pour tout le monde, cela a un sens que d'avoir une vie plus saine, moins polluée. Néanmoins, force est de constater que la crise économique, le chômage, les préoccupations quotidiennes passent largement devant les préoccupations environnementales ».



« C'est pourquoi, si de « non militants » agissent parfois en héros anonymes, c'est surtout pour leurs enfants, pour leur éducation, et la transmission de la responsabilité. Cela devient alors une façon de pallier un manque de sens et de repères. Car, l'écologie offre des repères solides, et elle est multidimensionnelle, touchant à l'alimentation, la santé, le sens de la vie, le lien et la reconnexion aux valeurs. Par ailleurs, le grand but inscrit le projet social dans un avenir positif. Pour beaucoup, seuls les enfants permettent de concrétiser facilement ce qu'est le futur, ce qui explique que la figure de l'enfant revienne autant dans le discours lié à l'écologie. L'enfant, symboliquement représente le grand but et permet de justifier l'action ».

« Certains pensent que nous cherchons avant tout à donner un sens à notre vie. Je ne crois pas que là réside notre quête. Je crois plutôt que nous voulons nous sentir vivants. Nous voulons goûter, une fois au moins, la plénitude de cette expérience de façon que tout ce que nous vivons sur le plan physique éveille un écho au plus profond de notre être, de notre réalité intime (...). Ainsi, le mythe n'est plus la quête de sens, il est l'expérience de la vie ».

Joseph Campbell, Puissance du mythe, 1988.

Mettre nos vies en adéquation

Nous dépensons souvent beaucoup d'énergie pour refaire le monde. Mais en avons-nous pour expérimenter le monde que nous sommes si créatifs à imaginer ? Savons-nous par conséquent réellement ce qu'implique un mode de vie en adéquation avec l'environnement ? Nous avons parlé des pionniers dans la précédente Lettre, ceux qui prennent le risque de se marginaliser en adoptant de nouveaux comportements qui pourraient bien à l'avenir être adoptés par de plus larges tranches de population : pionniers de l'agriculture biologique, du développement durable, des AMAP, tous ont essuyé les plâtres avant nous. Or, il semble bien que la preuve par l'expérimentation soit une vraie solution de changement durable. Regards croisés.

Pour une transformation sociale en profondeur

« La transformation des systèmes sociaux, économiques, culturels, etc., peut se faire de deux façons », explique Laurence Baranski, accompagnatrice du changement et membre du collectif TP/TS (voir page 18) : « bien entendu, nous pouvons chercher à modifier l'extérieur, en agissant directement sur les systèmes, via l'action sociale, syndicale ou civile, et la mise en œuvre de rapports de force qui seront plus ou moins violents, comme l'histoire nous en donne de nombreux exemples. Cette violence a parfois été indispensable pour libérer certains humains de la pression et de la dominance exercées par d'autres. Mais force est de constater que la Révolution française, comme de nombreuses crises, n'a fait que reproduire les structures de base dominant/dominé. Le changement obtenu n'était donc que de type 1, aussi le système a-t-il survécu à la Révolution. Nous devons donc sortir du rapport dominant/dominé pour changer en profondeur les bases sociales actuelles. On en voit les prémises avec des mouvements comme le Forum Social Mondial, ou au travers de la démocratie participative ».

Changement 1 et 2

Pour rappel (ce sujet a été largement abordé dans la Lettre n°3), le changement de type 1 a lieu à l'intérieur du système (social, familial, politique, industriel, etc) : les changements induits ne changent pas le système lui-même qui reste donc dans ses limites. Le changement de type 2 quant à lui change le système qui disparaît pour être remplacé par un autre. Le changement 1 est le plus fréquent, soit parce que le système n'a pas besoin de changer en profondeur, soit parce qu'il ne parvient pas à effectuer un changement 2. (NDLR.)

Faire, dire et être autrement

« Mais nous pouvons aussi, pour obtenir une transformation sociale en profondeur et à la source, respecter nos envies profondes en faisant des choix de vie en adéquation avec elles et effectuer ainsi des changements de type 2 dans nos vies personnelles », poursuit Laurence Baranski. « Nous pouvons nous interroger sur la finalité des systèmes en place et de nos fonctionnements individuels et collectifs. Cela nous amènera à nous interroger sur ce que nous voulons profondément pour notre vie et notre société. Et à partir de là, à nous interroger sur la manière dont nous pouvons progressivement produire des modes de vie et des organisations sociales davantage en accord avec nos aspirations profondes, nos espérances, nos rêves ».

« Imaginons des personnes d'accord entre elles pour dire qu'il est plus que temps de remettre l'économie au service de l'humain, dans le respect de la nature. Ces personnes peuvent se battre pour faire triompher leur idée. Mais elles peuvent aussi faire des choix de vie, des choix de production, d'habitation, d'échange avec les autres, de consommation, etc... en accord avec leur conviction, le sens qu'elles donnent à leur vie et les valeurs qu'elles souhaitent mettre en action au quotidien. C'est ce que l'on voit apparaître aujourd'hui avec le commerce équitable, la consommation biologique, l'instauration de circuits courts, les SEL, les nouvelles monnaies tel que le SOL, etc. ».

Inventer une culture plutôt qu'un programme politique écologique

« C'est en discutant avec les gens, en enfourchant nos vélos, en manifestant contre le nucléaire, en utilisant des panneaux solaires, en fabriquant du fromage de chèvre, en écrivant des livres, que nous avons montré qu'il existe des alternatives là où on pensait qu'il n'y en avait pas. Nous avons réveillé notre société amnésique qui s'est ressouvenue de la nature (...). Oui, il y a une méthode écologiste, qui n'est ni prophétie, ni militantisme, ni bourrage de crâne.

C'est le dégel d'une pensée assommée et le réveil de sensations anesthésiées, c'est la conversion des consciences à un monde familier auquel on ne faisait plus attention, qu'on ne voyait plus à force de l'habitude (...). Ce doit être un mouvement poético-politique (...). parce que ceux qui ne peuvent plus rêver le monde ne savent pas non plus le changer (...). Nous devons pour cela développer une action que j'appellerai anthropologique pour la distinguer de l'action politique. Réenchanter le monde n'est pas un culte mais une pratique de la nature. Son moyen ne consiste pas à remédier aux malaises de notre forme de vie, mais à expérimenter de nouveaux modes pour faire exister une nouvelle forme de vie (...). Ensauvager la vie, c'est la démassifier, aérer l'espace et permettre d'y respirer. En laissant les Hommes à leurs pulsions tâtonnantes, à leur intérêt pour leurs proches et leur émerveillement devant le quotidien ».

Serge Moscovici - Psycho-sociologue - « Le réenchante-ment du monde, une écologie politique »

« L'équilibre seul anéantit la force.
Si on sait où la société est
déséquilibrée, il faut faire ce
qu'on peut pour ajouter du poids
dans le plateau trop léger ».

Simone Weil, *La pesanteur et la grâce*, 1947

Développer une vision personnelle

« Pour contribuer à un rêve collectif partagé, chacun doit d'abord se relier à ce qu'il porte comme potentiel et comme intention, et ce qu'il veut et peut faire pour la réaliser », explique Ivan Maltcheff, coach consultant en entreprise.

« Car avant de me relier au collectif, j'ai d'abord besoin de développer une vision personnelle, ce vers quoi je veux aller, et quel est mon message personnel au monde. Une personne qui parvient à identifier, réveiller, déployer et incarner ce qu'elle porte, se donne de la force pour agir et rencontrer les personnes qui peuvent l'aider et lui amener des opportunités ».

De proche en proche, on peut faire basculer une culture

« Tous ces actes individuels donnent progressivement naissance à de nouvelles organisations sociales et économiques plus en cohérence avec nos désirs de vie »,

reprend Laurence Baranski. « Certes, les objections à une telle proposition sont fortes. Car la transformation personnelle et la conscientisation par chacun de son impact sur les dynamiques humaines prennent du temps. Beaucoup se demandent quel est l'intérêt de cette démarche dans des sociétés où il y a tant de raisons de se révolter dès maintenant ? Des sociétés où le chômage, la pauvreté, la précarité, la violence augmentent ? Ou l'urgence du changement est prégnante ? Il faut continuer de s'indigner certainement. Manifester aussi ».

Pourtant, pour Laurence Baranski, « l'expérience montre que ces courants alternatifs émergents, s'ils sont encore marginaux au regard des systèmes dominants, gagnent du terrain progressivement, sans combats guerriers, grâce à l'engagement et à la recherche de cohérence des uns et des autres, par contamination positive (sur la « contamination » voir aussi la Lettre n°5). Plus nombreuses sont les personnes qui prouvent qu'il est possible de « faire, de dire et d'être autrement », plus elles donneront à d'autres l'envie et le courage de faire, de dire et d'être à leur tour différemment. Cette dimension individuelle de la transformation se répand ».

« Il est bien entendu nécessaire qu'il y ait suffisamment de personnes qui soient dans la même dynamique pour faire poids. Alors le système se déplace peu à peu, même si les personnes ne sont pas regroupées dans des collectifs « officiels », même sans projet politique, car le simple fait que l'on soit nombreux et disséminés partout, dans toutes les couches sociales, suffit ».

Et si 5% de la population se mettait à agir différemment...

A l'Université de Leeds, en Angleterre, des chercheurs anglais se passionnent depuis des années pour les mécanismes par lesquels les animaux donnent forme à leurs comportements de groupe : les nuées d'oiseaux ou d'insectes, les bancs de poissons, les troupeaux de buffles, de moutons... tous capables de prendre des décisions collectives sans pourtant jamais se parler ! Pour voir s'il en allait de même avec les humains, ils ont demandé à deux cents volontaires de marcher dans un immense hall en tous sens, mais sans jamais être à plus d'une longueur de bras d'une autre personne. Seules deux personnes avaient reçu - séparément - des instructions sur une direction à prendre dans leur marche. Or, au bout de quelques minutes tout le groupe adoptait la même direction et devenait parfaitement organisé. Sans un seul échange de paroles, ni aucune

suggestion préalable de « faire comme les autres ». Cinq pour cent ! Si 5% d'entre nous se mettaient à montrer une voie plus respectueuse de l'environnement et des autres, nous pourrions contribuer à changer le comportement d'une société entière. Ces phénomènes d'auto-organisation se produisent sans qu'un chef ne commande la direction à prendre. Tous les individus finissent par suivre ceux qui ont la plus forte motivation à aller dans un certain sens. Dans l'expérience de Leeds, les 2 personnes ayant déterminé une direction avaient donc une motivation plus forte à s'y rendre.



Habiter l'intention de façon collective

« Pour faire basculer une société entière, l'enjeu est d'apprendre à habiter l'intention de façon collective », complète Ivan Maltcheff, « ce qui demande qu'il y ait suffisamment de personnes qui soient prêtes au changement avec une vision commune. Il y a partout des ilots de changement, avec une vision collective de mieux être en accord avec les capacités de la planète (voir entre autre l'étude sur les « créatifs culturels » - informations sur www.wikipedia.org). On peut se représenter ces ilots comme les cellules d'un corps qui se régénèrent doucement. Ces ilots peuvent donner le début de l'action collective. Un processus est donc en cours mais sans qu'il y ait pour l'instant de résonance suffisante pour que cela soit visible ».

« Ne doutez jamais du fait qu'un petit groupe de citoyens éclairés et déterminés puissent changer le monde. En fait, on n'a jamais pu le changer autrement ».

Margaret Mead, anthropologue

Faire converger nos intérêts individuels : l'organisation en réseaux

Prendre en compte nos intérêts individuels ne peut suffire. Encore faut-il savoir les faire converger autour d'un même objectif. L'organisation en réseau est une manière intéressante et novatrice de recréer une forme de conscience collective tout en respectant notre besoin culturel d'individuation des intérêts. Pascale Simard, directrice de la stratégie et des méthodes à l'Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise, nous explique ce mode d'organisation.

Biographie

Initialement architecte et informaticienne, Pascale Simard développe au sein de l'Agence des outils, méthodes et savoirs-faire, permettant de mieux « faire ensemble ». Au fil des ans, elle a accompagné en interne le déploiement de l'outil informatique et des systèmes d'information, le management par projet, la décentralisation et son impact sur les modes de faire institutionnels, et enfin la montée en puissance de la concertation et de la démocratie participative. Depuis 2008, elle étudie la Sociologie et le Développement des Organisations.

Ne pas rigidifier notre vision du futur

« Nous attendons de la stabilité, alors que la vie, mouvante, exige la multiplication des scénarios pour construire des futurs possibles », rappelle Ivan Maltcheff, coach et consultant en entreprise. « Le futur individuel et collectif choisi, même s'il nous semble le plus adéquat, devra s'adapter en permanence à l'impermanence de la vie. Cela exige d'apprendre à faire face à l'inconnu. Il y a un saut dans le vide à faire, qui peut faire peur mais aussi être excitant et source de beaucoup de créativité ».

Comment agir collectivement aujourd'hui ?

« Dès qu'il s'agit d'agir à plusieurs, nous nous organisons presque toujours de la même façon, selon un schéma pyramidal. Nous construisons un projet, puis nous partageons les tâches pour les réaliser (ou les faire faire). Ces modes de faire sont en phase avec une vision pyramidale et hiérarchisée de la société d'une part (plus on est en haut de la pyramide et plus on a le pouvoir d'imposer ses projets aux autres) ; avec une vision du monde très anthropocentrée d'autre part (chacun cherche sa place dans l'univers en se plaçant au centre de celui-ci) ».

« Comme cela est efficace en termes de production industrielle, l'organisation pyramidale de l'action collective a longtemps fonctionné. Mais ce système bat de l'aile, avec d'une part l'individualisme ou plutôt l'individuation (ou autonomie) qui reconnaît que l'individu est aussi, voire plus important que le collectif, et d'autre part le développement de l'éducation, qui fait qu'on accepte moins bien de faire sans comprendre. Le résultat est que chacun a désormais des impératifs personnels qui sont considérés au même niveau, voire plus importants que le projet collectif ».

« De même, ce système ne prend pas en compte les fluctuations incessantes et inévitables de la vie : les choses changent trop vite. Un projet pyramidal exige un temps linéaire dans un monde stable. Aujourd'hui le contexte global et les impératifs de chacun changent presque tous les jours. Il faudrait que le projet évolue donc constamment ».

« Pour ces raisons, depuis quelques décennies, le collectif s'est développé de manière à permettre la construction de projets à plusieurs, en passant par le débat, instaurant la démocratie participative », reprend Pascale Simard. « Pourtant, après avoir longuement et démocratiquement débattu, on retombe toujours dans le même fonctionnement en pyramide avec la nécessité d'un projet auquel tout le monde va devoir contribuer, chacun repartant avec une tâche plus ou moins précise (selon le type de collectif). Comme ce modèle d'action collective demande de projeter ensemble un projet et d'y aller ensemble, et que cela ne laisse que peu d'espace à la personnalité (des individus ou des organismes) pourtant multiples, le projet devient souvent vite « tyrannique » ! »

Arrêter la « tyrannie du projet » en changeant de modèle d'organisation

« De nombreuses études en sociologie des organisations proposent d'adopter un fonctionnement en réseau », poursuit Pascale Simard. « Ce modèle d'organisation est né de l'observation de la réalité et fonctionne déjà sur le terrain - même si les acteurs n'en sont pas toujours conscients. Le principe est simple : les membres du réseau se rassemblent, non pas autour d'un projet consensuel, mais autour d'un problème à résoudre ou d'une question. Une vision commune du problème est alors déterminée, qui va donner le sens de l'action. Ensuite, chacun, avec ses impératifs, ses moyens, sa manière de faire et là où il est, fait en sorte de

contribuer par son action à résoudre le problème. Toutes les compétences peuvent ainsi se retrouver autour d'une question, telle que « Comment améliorer le bien-être humain et le respect de l'environnement ? », non pas pour définir ensemble un projet à réaliser collectivement, mais pour faire en sorte que chacun intervienne pour tenter, chacun à sa manière et dans son périmètre de compétences, de résoudre par l'action la question collective posée. Le fait de partager une même vision de l'action tout en laissant les personnalités s'exprimer dans sa réalisation concrète, permet à chacun de s'appropriier l'action tout en l'inscrivant dans un devenir collectif ».

« L'identification précise du problème constitue un outil commun de vérification, d'évaluation des actions de tous afin de vérifier qu'elles contribuent effectivement à résoudre le problème. Si ce n'est pas le cas, chacun peut analyser et adapter sa propre action. Cela permet beaucoup de souplesse, tout en laissant à chacun sa personnalité et son activité propre. Par ailleurs, cela permet d'intégrer le mouvement, les changements naturels de la vie ».

Reconnaître que l'on appartient aussi à un flux collectif



Pascale Simard reconnaît que « ce modèle est difficile à reproduire volontairement, car aujourd'hui les gens n'ont pas conscience de contribuer à quelque chose. Comme nous persistons à nous voir au centre et à vouloir agir sur le monde à partir de nous, notre vision du monde comporte cette croyance que nous devons nous extraire du groupe pour créer notre identité. Cela nous empêche de nous concevoir comme membre d'un réseau, d'un maillage, d'un mouvement de groupes de personnes. Dans d'autres traditions, comme en Chine et en Inde, la vision du monde qui place l'Homme au sein d'un flux collectif, permet mieux la conscience d'appartenir à un réseau ».

« Prenons un exemple, au risque d'être caricatural. Un directeur de collège peut avoir pour projet de délivrer un enseignement aux collégiens, et s'arrêter là. Il peut aussi voir au-delà, et se poser la question du sens de son action : considérer qu'il contribue au développement des connaissances d'un être humain, à l'épanouissement de l'élève et à son autonomie, qui va se dérouler depuis son entrée à l'école jusqu'à sa retraite. Dans cette perspective, le directeur devra s'informer sur ce qui se passe avant, et après son intervention. Il devra entrer en relation avec d'autres établissements, avec le monde du travail et de la formation continue, pour adapter son programme et son enseignement ».

Changer de cosmogonie

« C'est la différence entre une vision où « mon projet » est uniquement le mien et je cherche à le maîtriser, et une vision où je n'apporte qu'une petite chose dans un contexte qui existe en dehors de moi », explique Pascale Simard. « C'est difficile à comprendre pour nous qui sommes imprégnés de la rationalité de Descartes, car cela demande de l'humilité, et un travail sur l'identité qui chez nous est profondément nourrie par nos activités. Par ailleurs nous n'avons pas toujours les ressources nécessaires pour nous passer de projets mêmes tyranniques, car ils sont rassurants, sécurisants. Or, l'humilité demande de renoncer à vouloir maîtriser l'avenir, à vouloir que le monde (tout le monde) devienne tel que l'on voudrait qu'il soit ».

« Alors parfois, même des personnes bien intentionnées, qui connaissent parfaitement le fonctionnement en réseau, et l'humilité et la diversité que cela nécessite, tombent dans le piège : elles acceptent les différences, mais voudraient que tout le monde partage leur vision, leur projet. Ce faisant, elles restent dans le « vouloir convaincre », reproduisant ainsi le fonctionnement ancien du projet tyrannique. Chacun doit faire sa part pour qu'advienne un monde meilleur, mais qui détermine ce à quoi devrait ressembler ce « monde meilleur » ? »

Aura-t-on encore besoin de leaders ?

Laurence Baranski, accompagnatrice du changement en entreprise, parle de « leaders catalyseurs » : « Ce sont des personnes qui vont accélérer le processus de changement en acceptant de ne rien y gagner personnellement, ni reconnaissance, ni pouvoir, ni fortune ; des « sages » qui ne veulent pas le pouvoir pour eux-mêmes. Ces « leaders éclairés », qui savent porter le leadership avec sagesse, sont LA solution pour porter le changement au niveau collectif le plus haut. Le processus de transformation exige cette sagesse ». Voir aussi ci-après sa réflexion sur les « Régulateurs sociaux ».

« Un fonctionnement en réseau de manière consciente demande de changer de cosmogonie, c'est à dire de représentation de l'univers et de notre place dans l'univers », conclut Pascale Simard. « On ne peut s'organiser en réseaux à grande échelle sans un tel changement. Or certains scientifiques disent qu'un changement de vision du monde entraîne la fin d'une civilisation. D'autres, annoncent avec plus de « légèreté » un changement de paradigme. Pour ma part, je préfère la légèreté, et l'optimisme ».

Bibliographie

Henri Amblard, Philippe Bernoux, Gilles Herreros. Les nouvelles approches sociologiques de l'organisation. Seuil, 1996/2005.

Philippe Bernoux. Sociologie du changement dans les entreprises et les organisations. Seuil, 2004.

Régulateurs sociaux : un nouveau métier ?

« Sur un projet collectif, nous avons besoin d'un régulateur, une personne extérieure au projet (un médiateur, un « sage », etc), qui apportera une vision « méta » », explique Laurence Baranski, accompagnatrice du changement en entreprise. « Cette position permet de montrer une image extérieure du collectif, et donc plus objective que l'image qu'en ont les participants. C'est ce que sont les médiateurs qui interviennent par exemple en cas de conflits, ou pour les prévenir. En aucun cas le régulateur n'a pour mission de dire ce qui est bien ou mal en matière de relations et de dynamique de groupe. Mais il invite le groupe à prendre le temps d'observer son propre fonctionnement et de le réguler si nécessaire. Avec l'expérience, il sera possible au collectif de s'auto-questionner (par l'apprentissage par exemple de la sociocratie, ou gouvernance par consentement, un mode de prise de décision et de gouvernance qui permet à une organisation de se comporter comme un organisme vivant et de s'auto-organiser, ce qui permet de co-responsabiliser les acteurs et l'utilisation de l'intelligence collective dans l'acte de prendre une décision qui a des conséquences sur le collectif - voir l'article de Wikipédia et <http://www.sociocratie.net> - (NDLR) ».

« Le principe est de poursuivre le plus consciemment possible le cheminement du collectif et de maîtriser sa trajectoire avec comme point d'appui les valeurs partagées. Cette démarche place l'être, et « l'être ensemble », au centre du processus collectif, ou tout au

moins au même niveau que l'action et la recherche d'un résultat. Fabriquer ainsi du lien relationnel vivant et de qualité n'est pas une perte de temps, au contraire. Cela produit de la confiance, du sens et de l'assurance, ainsi que de l'autonomie dans l'action. Cette grammaire relationnelle, selon l'expression de Béatrice Quasnik, coach en entreprise, permet de pacifier nos vies individuelles et collectives dans l'espace citoyen, laïque et démocratique. On sort de la compétition pour entrer résolument dans des dynamiques de coopération et d'émulation. Sinon, les hiérarchies naturelles ou officielles, les conflits latents des personnes présentes sur le projet risquent de reprendre le dessus ».

« Dès lors que l'on souhaite placer la qualité des relations interpersonnelles au centre du mode de fonctionnement collectif, tout collectif peut s'emparer de ces principes, tant l'entreprise, que l'association, une collectivité publique ou un collectif informel ».

« Cette position de régulateurs relationnels et de dynamique de changement est une fonction sociale à part entière. On a inventé les DRH, les responsables qualités, les médiateurs, donc pourquoi pas des régulateurs sociaux pour créer des projets de société et de vie collective ? Attention, ce n'est pas une fonction intellectuelle ou technique, mais une véritable qualité d'être. On entre là dans le domaine de l'écologie relationnelle, une écologie humaine, complément indispensable à l'écologie au sens courant. Le développement durable n'a de sens que s'il est accompagné de cette écologie humaine. Un responsable DD qui répond que ce n'est pas mon rôle, n'a pas pris conscience de toutes les dimensions de la crise écologique, et manque une dimension fondamentale, centrale de son métier ».

Voir aussi l'association TP/TS (Transformation Personnelle/Transformation sociale), qui a fait de ce sujet un de ses axes de réflexion et d'expérimentation, à travers notamment les Cercles Bleus, co-animés par Ivan Maltcheff, qui accompagnent les porteurs de projets de transformation : <http://www.interactions-tpts.net>.

Passer du produit au service : changer notre vision de l'économie

Peut-on aussi « jouer collectif » pour contribuer à la préservation des ressources naturelles ? A l'heure où la pénurie de matière première s'impose, mais où nos habitudes de consommation ne fléchissent pas sauf sous la contrainte financière (et encore), peut-on envisager un nouveau mode de consommation basé sur le partage des produits ? Prenant le risque de bousculer sérieusement notre vision de la propriété, Philippe Osset, Directeur d'Ecobilan, nous explique comment passer du produit au service.

Biographie

Philippe Osset est Directeur d'Ecobilan SA (www.ecobilan.com), créée en 1990 avec pour objectif de développer l'Analyse du Cycle de Vie (ACV) des produits et services, qui évalue quantitativement l'ensemble de leurs impacts environnementaux, de l'extraction des matières premières à l'élimination des déchets. Ecobilan associe l'ACV aux enjeux du développement durable : quantification des impacts environnementaux, économiques et sociaux. Une des réflexions de Philippe Osset concerne le passage du produit au service afin de diminuer les impacts environnementaux des produits.

Dématérialiser l'économie

« Dans notre modèle économique actuel, la mesure de la croissance est souvent liée à une consommation de produits, et donc de ressources. Si la croissance annuelle de 3% du PIB est fondée sur la consommation de ressources, au bout de 25 ans, cette croissance représente une multiplication par 2 de la consommation de ressources. On sait aujourd'hui que nous n'avons pas de ressources suffisantes pour le permettre. Aussi, dans la mesure où l'on souhaite disposer d'une croissance de 3% qui est affichée comme pouvant garantir nos emplois et nos retraites, il importe de déconnecter la croissance de la consommation de ressources. Cela s'appelle dématérialiser l'économie. Comment faire ? Passer du produit au service, qui permet de maximiser l'efficacité de l'utilisation des ressources, est une solution ».

Changer sa vision de la propriété

« Possédez-vous une perceuse ? A quelle fréquence l'utilisez-vous ? Si vous ne l'utilisez que « parfois », est-il bien raisonnable de posséder cet outil ? Votre usage permet-il de contrebalancer le coût environnemental et social de sa fabrication ? Ou pourriez-vous, quand vous en avez besoin, l'emprunter ou la louer ? Le pari est ici de passer du produit au service ; car plus que de la perceuse, n'est-ce pas de son service (faire des trous) dont vous avez besoin ? Plutôt que de posséder une perceuse qui la plupart du temps rouille dans votre cave, vous utiliserez alors pour un service rendu équivalent une perceuse dont l'impact environnemental et social de la production est mieux amorti par son usage par de nombreux utilisateurs ».

« Cela va toutefois nécessiter un changement important de système économique et social. En effet, cela ne sera en réalité acceptable que si nous changeons notre mentalité, car à l'heure actuelle notre culture nous prédispose à être propriétaire de biens, même si c'est cher, que l'on n'a pas les moyens et que l'on utilise finalement peu le produit (Sur la notion de manque qui sous-tend notre besoin d'appropriation, voir la Lettre n°4) ».

Quels sont les objets concernés ?

« Les objets qui ont le plus d'impact environnemental, comme la voiture, sont prioritaires. Mais aussi ceux dont on est sûr que cela va marcher, parce que les expériences existent et prouvent leur efficacité, comme les photocopieuses et le linge d'hôtel, par exemple. Et enfin ceux que les gens vont s'approprier le plus facilement : les produits que l'on va accepter de ne plus posséder, car ils sont moins affectifs, comme la perceuse. Le problème de l'automobile est qu'elle EST affective (sur ce point, voir les Lettres n°2 et 4). »

La propriété collective des biens communs

D'éminents chercheurs, tel que Elinor Ostrom, première femme Prix Nobel d'économie, réfléchissent à une redéfinition de la propriété des biens dits communs, tels que l'eau, la terre, la forêt. L'affaire est délicate, car l'expérience (communiste entre autre, mais aussi Moyen-Ageuse) a montré que la non propriété des terres agricoles entraînait un désintérêt et donc soit le mauvais entretien du bien, soit sa surexploitation. Jusqu'à présent on estimait que seuls la propriété privée ou un encadrement sévère par la puissance publique étaient les solutions à ces dérives. A partir d'une analyse historique et anthropologique, Elinor Ostrom a montré que pendant des milliers d'années le système a fonctionné dans les sociétés



anciennes, car il reposait sur des institutions organisant la coopération entre les usagers, évitant ainsi toute surexploitation. Elinor Ostrom fait ainsi la différence entre les biens communs considérés comme ressources, et ceux considérés comme une forme spécifique de propriété et pour lesquels les usagers ont des devoirs : les maintenir, les préserver, assurer leur renouvellement, non dans un musée de la nature, mais bien comme des ressources qui doivent rester disponibles et qu'il faut éviter d'épuiser. La communauté gérant le bien s'auto-organise et devient à ce titre un lieu de résolution des conflits. On en revient à la question d'une nouvelle gouvernance. L'avocate française Bettina Laville travaille actuellement à une traduction de ces principes sur le plan juridique, notamment par la biais de la notion d'usufruit (NDLR).

Changer sa vision du but de l'entreprise

« Passer du produit au service change la donne pour l'entreprise. Imaginons un vendeur de photocopieurs. S'il privilégie la vente du produit, il a intérêt à vendre des produits peu durables. S'il privilégie le service, il a intérêt, au contraire, à maximiser l'usage de chaque unité de ressource prélevée. L'entreprise augmente en effet ses revenus en fonction du nombre de services rendus par ressource prélevée. L'entreprise Xerox vend ainsi un service d'impression continu sur site, en plaçant ses photocopieuses / imprimantes chez ses clients et en offrant des services de dépannage et de remplacement. La réparation par l'entreprise des machines détériorées assure une meilleure maintenance et le recyclage du produit. De même, une entreprise automobile peut développer la vente de nouveaux services de transports, comme l'autopartage : une même voiture sera mise à disposition de plus de conducteurs. Il s'agit là d'un vrai changement du business plan de l'entreprise ».

Changer de business plan - changer de cadre

Passer du produit au service a pour conséquence, tant pour l'entreprise, que pour l'individu ou la société dans son ensemble, de « changer de cadre », puisqu'elle demande de changer la vision que nous avons de l'économie et de la propriété, et donc le sens que nous leur donnons. Cette notion, déjà abordée en détail dans la Lettre n°3 (page 7 et 8) signifie, selon les termes du sociologue et systémicien Paul Watzlawick, « modifier le contexte conceptuel et/ou émotionnel d'une situation, ou le point de vue selon lequel elle est vécue, en la plaçant dans un autre cadre, qui correspond aussi bien, où même mieux, aux « faits » de cette situation concrète. Par conséquent, le sens de cette situation va alors changer complètement ». (NDLR)

Avis aux copropriétés et associations de quartier !

« Un immeuble peut posséder en commun une perceuse, une échelle, une machine à laver... de la même manière qu'il y a du chauffage collectif. L'OPAC de Paris pourrait organiser cela pour ses immeubles. Chacun peut par exemple payer 1 euro à chaque emprunt, et lorsque la perceuse sera cassée, il sera possible de la remplacer. Par ailleurs, des associations peuvent se créer (et se créent déjà) sur ce principe de partage de biens, permettant l'accès aux services qu'ils rendent ».

Petits inconvénients et mauvaises habitudes

« Il est vrai que pour l'instant, certaines entreprises font déjà de la location de perceuses ou de vélos, mais les prix sont parfois tels qu'en quatre locations vous avez payé l'objet, ce qui explique aussi pourquoi beaucoup de gens préfèrent acheter et stocker leur matériel. Nous ne changeons souvent d'habitude que si les coûts d'usage sont bas, et seul un service public ou un service privé très développé permet de baisser les prix. Alors il faut reconnaître que dans un premier temps, moins soumises au risque économique, les communes et collectivités ont un rôle à jouer pour développer cette nouvelle mentalité. Elles peuvent, par exemple, mettre en place le partage de vélos, comme cela a été fait à Lyon ou Paris, ou le partage de voitures électriques comme à La Rochelle ».

La mise en place du service, pas à pas

« Il importe d'associer les habitants à la mise en place du service, de s'adapter aux mieux à leurs besoins, leurs usages et leurs comportements, et à ce qu'ils sont prêts à payer. Le type de produit mis en circulation sera ainsi adapté et équipé pour être facile à partager. Cela permettra d'optimiser le service afin qu'il soit intéressant tant pour les gens que pour l'environnement.

Ensuite, accompagner le changement de comportement est fondamental : ainsi, il conviendra de sensibiliser à n'utiliser l'auto-partage que quand on ne peut pas faire autrement qu'utiliser la voiture. Car si, au final, l'auto-partage favorise l'accès et l'utilisation de la voiture pour des gens qui roulaient jusque là en transport en commun parce que c'était le seul moyen de transport accessible, la cible aura été manquée, car l'impact environnemental va augmenter ».

« Il faut accepter l'idée de décroissance de la consommation des ressources : il ne s'agit pas seulement de consommer ou de vivre différemment, mais aussi de consommer raisonnablement ».

« Ecrire, c'est inspirer autrui, le pousser vers sa ressemblance,
vers sa préférence »

Jean Cayrol - Extrait d'Ecrire

Les contributeurs de la Lettre

Pilote et auteur principal (passionnée) : Séverine Millet, auteure et consultante Environnement et Modes de vie, spécialiste des questions de communication, écologie et greenwashing (CV sur www.nature-humaine.fr).

Relecteurs (attentifs) : Anne Versailles (Comité de lecture de la Lettre), Thierry Thouvenot (co-fondateur de Nature Humaine).

Interviewés (merci pour leur temps et leurs propos passionnants) : Béatrice Jalenque-Vigouroux, Maître de conférence en sciences de l'information et de la communication ; Laurence Baranski, accompagnatrice du changement en entreprise ; Pascale Simard, directrice de la prospective et des méthodes à l'Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise ; Ivan Malcheff, coach consultant accompagnateur du changement en entreprise ; Gauthier Chapelle, Docteur en biologie ; Erwan Lecoeur, sociologue en communication et politique ; Patrick Viveret, philosophe et anthropologue.
(Leurs interviews en intégralité sont sur notre site Internet)

Mise en page et graphisme (Sublime, merci !) : l'agence de communication Sidièse - Johann Thevot (chef de projet), Dominique Brugheail (directeur artistique), Myriam Clerc (chef de publicité), Juliette Chansard (chef de studio), Bénédicte Spanu (supervision), Gildas Bonnel (super-supervision).

Crédit photos : site internet de vente en ligne Fotolia.

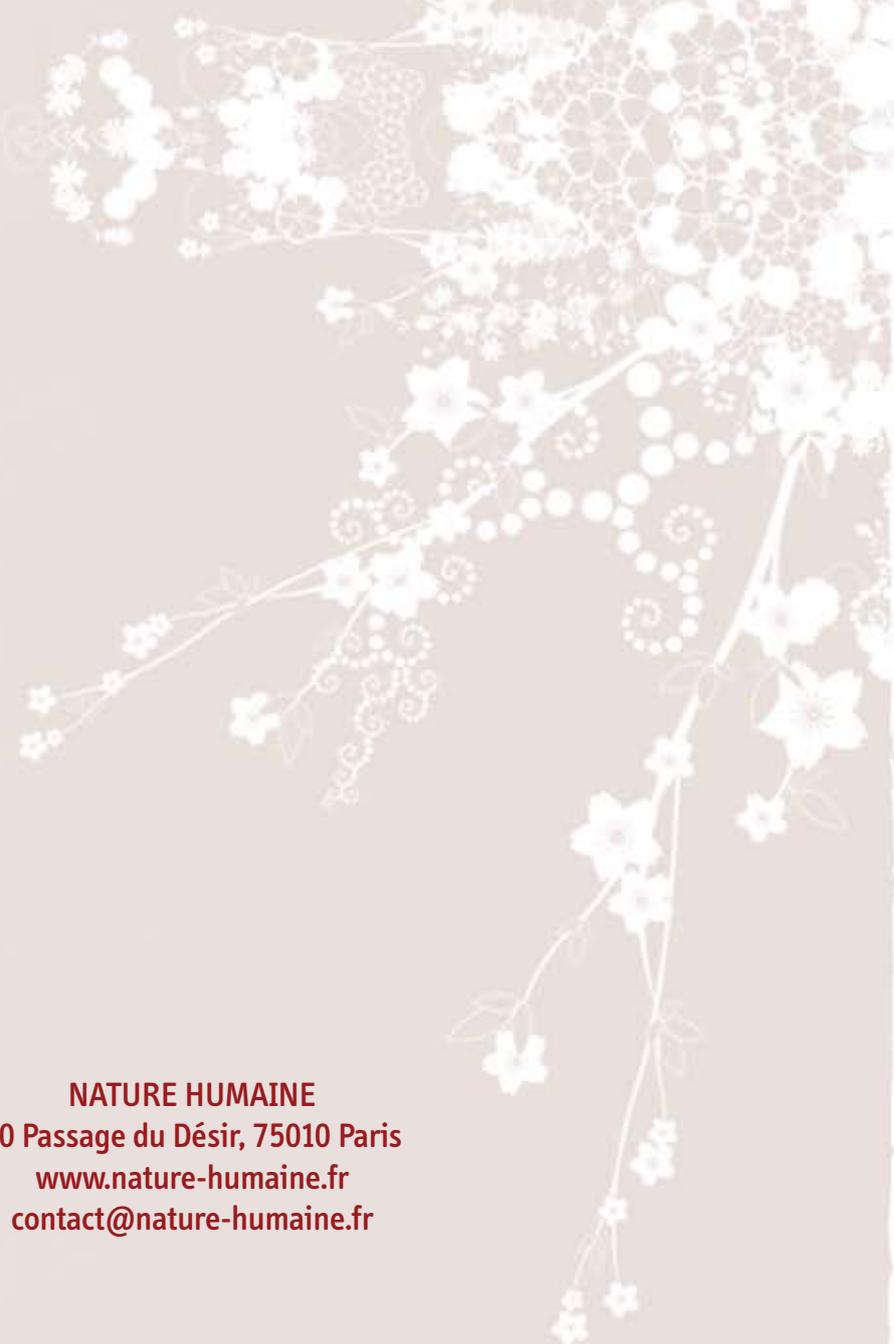
Comité éditorial (débordé mais soutenant) : liste sur le site de Nature Humaine.

Abonnement

La Lettre est gratuite. Il est possible de s'abonner et de se désabonner sur le site de Nature Humaine.
www.nature-humaine.fr/abonnement.

Soutient de Nature Humaine

L'association finance cette Lettre par les dons de ses membres et les subventions. Il est possible de soutenir l'association, et même d'en devenir membre, en se rendant sur son site Internet :
<http://www.nature-humaine.fr/membresetbenevoles>.



NATURE HUMAINE
40 Passage du Désir, 75010 Paris
www.nature-humaine.fr
contact@nature-humaine.fr

La lettre Nature Humaine est soutenue par l'Ademe ainsi que :

